

26. LE MUTIN DERRIÈRE LE FUSILLÉ, OU LE SILENCE DURABLE DE L'ACTEUR

Philippe Olivera

in André Loez et Nicolas Mariot , *Obéir, désobéir*

La Découverte | *Recherches*

2008
pages 416 à 432

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/obeir-et-desobeir---page-416.htm>

Pour citer cet article :

Olivera Philippe, « 26. Le mutin derrière le fusillé, ou le silence durable de l'acteur », *in* André Loez et Nicolas Mariot , La Découverte « Recherches », 2008 p. 416-432.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le mutin derrière le fusillé, ou le silence durable de l'acteur

Philippe Olivera

Cerner la mémoire d'un événement – ici les mutineries de 1917 – suppose de multiplier les approches de toutes les formes de cette mémoire, pour éviter le risque d'une dépendance excessive envers une source plus accessible que les autres ou d'une « mise en intrigue » (P. Ricœur) particulièrement « bruyante » qui masquerait les autres. En l'absence d'une étude scientifique d'ensemble (une thèse par exemple) qui aurait été consacrée au sujet, il faut se contenter d'une synthèse provisoire des travaux plus ou moins parcellaires qui ont pu l'aborder.

Dans le cas des mutineries, ces travaux commencent à faire nombre. On peut d'abord citer ceux qui commencèrent par se focaliser sur les ouvrages (peu nombreux) consacrés aux mutineries depuis 90 ans [Smith, 1997], repères les plus immédiatement accessibles quoi qu'insuffisants. Perpétuant une démarche longtemps dominante qui consiste à envisager la question des mutineries en étroite liaison avec celle des offensives Nivelles, un ouvrage récent comme celui consacré au *Chemin des dames, de l'événement à la mémoire* [Offenstadt, 2004] a fourni d'autres repères. Les travaux de Nicolas Offenstadt, enfin, ont donné un cadre beaucoup plus large à l'examen de la mémoire des mutineries, à partir de l'étude du motif des « fusillés de la Grande Guerre » [Offenstadt, 2002], d'abord, puis de manière plus spécifique avec l'étude de la controverse de 1998 autour du discours de Lionel Jospin à Craonne [Offenstadt, 2006a] ou encore celle de la source que constitue l'*Almanach du combattant* depuis les années 1920 [Offenstadt, 2006b et 2005]. Les contributions au colloque de Craonne et de Laon ont encore enrichi ce tableau en revenant sur la manière d'envisager les mutineries en Allemagne pendant et juste après la guerre [Pöhlmann, 2008], la place et le traitement des mutineries dans le roman français [Schoentjes, 2008], dans les manuels scolaires [Picard, 2008] ou encore dans le contexte particulier des années 1960 et 1970 (contribution orale au colloque de Craonne-Laon). La réflexion de Nicolas Mariot sur les sources de l'histoire des mutineries et leur traitement est un autre apport important à la compréhension de la manière dont les mutineries sont présentes dans la mémoire collective [Mariot, 2008]. Ce dernier point permet au passage de rappeler – si nécessaire – que le discours historique est partie intégrante d'une

mémoire considérée comme l'ensemble des modalités de construction et d'usages d'un événement dans l'espace public.

Du temps de la guerre elle-même et de la censure, jusqu'à celui de l'ouverture progressive des archives à partir des années 1960, des célébrations de la victoire et de la « guerre du droit » jusqu'à la sensibilité compassionnelle d'aujourd'hui, les contextes d'appréhension de la Guerre de 1914-1918 ont trop varié pour qu'il ne soit nécessaire de commencer par un tableau chronologique de la mémoire des mutineries. Que l'on parle de sujet « tabou » ou plus simplement d'objet « sensible », le souvenir des mutineries de 1917 a donné lieu à suffisamment de discours polémiques pour que cette approche chronologique puisse être légitimement dominée par l'examen des mémoires conflictuelles et de leurs évolutions. Mais nous défendons dans un second temps l'idée qu'il se dégage aussi (surtout ?) de la mémoire des mutineries l'impression d'une très forte continuité. Beaucoup plus qu'un sujet « tabou », les mutineries apparaissent depuis l'origine comme un objet « trouble » (pour reprendre l'adjectif utilisé par Raymond Poincaré dans ses mémoires – *Au service de la France. IX. L'Année trouble. 1917*, Plon, 1932 – pour qualifier l'ensemble de l'année 1917) au sens où il ne se fixe pas dans un (ou des) récit(s) dont l'événement serait lui-même le cœur. Cachée derrière la question envahissante des causes (ou des « responsabilités ») de la « crise du moral », ou derrière celle de la gestion (ou de la « répression ») de cette crise, la figure du mutin est depuis l'origine silencieuse, montrant par là combien – au-delà des contextes et des enjeux particuliers – une mémoire est dépendante des sources dont disposent les discours qui la constituent.

CHRONOLOGIE D'UN OBJET SENSIBLE

De la guerre à l'après-guerre

Dès l'origine, la mémoire des mutineries est l'objet d'une très forte tension. Au-delà des conséquences proprement militaires de la « crise du moral » – comme on prendra l'habitude de désigner pendant longtemps le mouvement de révolte des soldats – cette tension prend la forme d'un écart immense entre le silence absolu dans un contexte de censure rigoureuse et l'abondance des rumeurs et des nouvelles qui circulent¹. D'un côté, il ne peut être question de laisser publier le moindre écho du « fléchissement » du « moral » des soldats (sans même parler des mutineries elles-mêmes) : un des rares témoignages centrés sur la période des offensives Nivelle publiés pendant la guerre, celui de l'aumônier Ferdinand-Antonin Vuillemer, se voit par exemple censuré sur une page au moment où il évoque l'échec de l'attaque d'avril et ses conséquences sur l'état d'esprit de la troupe

1. Sur l'importance particulièrement grande de cet écart – par ailleurs consubstantiel à tout régime de censure – au milieu de l'année 1917, voir [Home, 1987].

(Avec les *Alpins*, Lethielleux, [juin] 1918). Toute allusion au mouvement de révolte est alors nécessairement indirecte : est-ce le cas lorsque la *Revue de métaphysique et de morale* publie en mai 1917 (au cœur du mouvement) un article de « Réflexions sur la discipline militaire » très générales ? Faut-il voir une démarche de réparation voilée dans l'insistance que met Charles Delvert (dans *Quelques héros*, Berger-Levrault, novembre 1917) à mettre en avant les exploits, pendant l'offensive, de quelques régiments des 14^e et 41^e divisions particulièrement touchés par la grande mutinerie de Ville-en-Tardenois (les 133^e et 23^e RI, notamment, dispersés après la mutinerie) ? Quelles que soit l'intention et la réception à l'époque de tels textes, il reste qu'en 1917 même, les mutineries sont de notoriété publique, ne serait-ce que par la place qu'elles occupent aussitôt dans le débat parlementaire. Certes, l'intervention du député Aristide Jobert le 30 juin 1917 pour dénoncer la répression des mutins se tient en comité « secret », mais les nouvelles qui circulent ne peuvent rester confinées aux couloirs de l'assemblée. Et surtout, la place centrale qu'occupe l'événement des mutineries dans le très long feuilleton de mise en accusation du ministre de l'Intérieur Louis Malvy à partir de l'automne 1917 et jusqu'à l'été 1918, ne peut manquer d'alimenter la rumeur publique².

Dans de telles conditions, il n'est guère étonnant qu'aussitôt la censure levée après la guerre, la question des mutineries soit largement présente sur la scène publique. On peut considérer l'article de l'académicien Joseph Bédier dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1919 (« Notre infanterie. II. De Verdun à la Somme – en 1917 »³) comme l'acte de reconnaissance presque officiel de l'événement : il y évoque la « déception générale et très profonde » des soldats après l'échec du 16 avril, puis le fait que « les espions, les traîtres et les briseurs d'énergie » s'emparèrent de l'occasion, et enfin la manière qu'eut Pétain de juguler le mouvement. Peu après, il ne peut qu'être question des mutineries dans la grande polémique de 1919-1923 autour des offensives Nivelle [sur cette polémique, voir Olivera, 2004]. Et pourtant, l'événement reste marqué d'une forte ambivalence dans le récit de guerre qui s'écrit à l'époque. Si les années 1920 sont de loin celles où les références et les allusions aux mutineries sont les plus nombreuses dans un contexte de déluge d'écrits sur la guerre, ce sont celles aussi où les

2. Pour les interventions aux comités secrets, voir [Castex, 1998]. Et sur le cas Malvy, voir [Le Naour, 2007]. L'auteur reprend le détail d'une polémique largement initiée par le journaliste d'Action française Léon Daudet, qui devient publique le 4 octobre lorsque Malvy lui-même demande au président du Conseil Painlevé de lire à la tribune la lettre d'accusation de Daudet qui mentionne explicitement les mutineries. Elles sont encore mentionnées dans la note à la presse de Painlevé du 15 octobre qui déclare que les accusations notamment concernant les « participations [du ministre de l'Intérieur] à des désordres militaires » sont sans fondement. Et il ne cessera d'en être question pendant le travail de la commission d'instruction de janvier à mars 1918, puis pendant le procès Malvy proprement dit en juillet-août de la même année.

3. Malgré le peu d'informations précises qu'il contient, cet article sera très souvent cité dans l'historiographie ultérieure de la guerre, notamment à propos des mutineries (chez le général Palat, par exemple).

réticences voire la tentation du silence sont les plus fortes. Rémy Cazals et Frédéric Rousseau avaient déjà attiré l'attention sur le traitement des mutineries dans les « histoires de la Grande Guerre » publiées pendant l'entre-deux-guerres (les années 1920, surtout) en montrant l'embaras général des « historiens » qui minimisent l'événement (la « petite crise pénible rapidement conjurée » dont parle le lieutenant-colonel H. Corda, par exemple, dans *La Guerre mondiale, 1914-1918*, Chapelot, Paris, 1922). Si le silence total est rare (R. Cazals et F. Rousseau évoquent le cas des « histoires » d'Henri Vast et du commandant Perreau), l'accord est presque général pour trouver l'origine des mutineries à « l'arrière » (propagande allemande et pacifiste, complot socialiste et syndicaliste, nervosité parlementaire...) [Cazals et Rousseau, 2001, p. 83-96].

C'est sur ce dernier point que le contraste est le plus net avec les témoignages publiés à la même époque, où l'on retrouve la même réticence au moment d'évoquer les faits mais d'où émerge déjà l'idée d'une thèse contradictoire sur une cause proprement militaire des mutineries. Si l'on s'en tient au seul corpus des témoignages de combattants ayant fréquenté la zone des mutineries entre les mois d'avril et de juin 1917 (voir la présentation du corpus des témoignages en annexe), la période des années 1920 est sans surprise celle du plus grand nombre de témoignages publiés (20 sur 62), mais c'est aussi celle qui se distingue par la plus grande tendance à taire ou à minimiser le mouvement. La moitié seulement de ces témoignages évoquent d'une manière ou d'une autre la « crise du moral » du printemps 1917 (comme les 3/4 des témoignages publiés par la suite), et quatre seulement disent mot des mutineries proprement dites (soit 20 % des textes publiés dans les années 1920 contre 60 % des autres). Si l'on ne retient que ceux dont la division fut directement touchée par les mutineries l'écart entre les témoignages des années 1920 et ceux publiés ultérieurement est lui aussi spectaculaire (30 % d'entre eux évoquent les mutineries contre 67 % pour les autres périodes). Quand le silence n'est pas total, l'allusion à la crise est parfois très indirecte, comme dans le cas du livre consacré par l'officier d'état-major Jacques Humbert à *La Division Barbot* [la 77^e DI] (Hachette, 1919) où il servait en 1917 et qui fut l'une des plus touchées par le mouvement des mutineries : en guise d'évocation de la crise, il écrit seulement à propos des épreuves connues par les combattants sur le Chemin des Dames qu'elles furent particulièrement dures car « pour les surmonter, ils eurent besoin d'un courage plus grand [qu'à Verdun], car le chant de la nation ne montait plus jusqu'à eux... » (p. 161). Quant à Paul Rimbault (*Propos d'un marmite*, Fournier, 1920) il dit explicitement son refus de parler des fameuses mutineries de la 5^e division à laquelle il appartenait : « ce cafard – soigneusement alimenté par des mauvais français de l'intérieur et des espions boches – a été la cause des mutineries du mois de juin que je passe volontairement sous silence ». Lorsqu'il est néanmoins question du « cafard », de la « lassitude » ou de la « crise du moral », les témoins évoquent beaucoup moins les causes extérieures (les défaitistes, les agents de l'ennemi...) qu'un réel ressentiment de la troupe envers le commandement. Henry Morel-Journal critique les « chefs » et parle de « faute

militaire » (*Journal d'un officier de la 74^e division d'infanterie et l'armée française d'Italie (1914-1918)*, Montbrison : imprimerie Eleuthère Brassart, 1922) et René Naegelen évoque les « impardonnables erreurs du commandement » (*Les Suppliciés*, Baudinière, 1927). Quelques témoignages s'attardent sur la question et mettent explicitement en balance les deux explications concurrentes des mutineries que sont l'influence de l'arrière et la critique par les poilus eux-mêmes de la conduite de la guerre. C'est le cas de Georges Murat (*Souvenirs de campagne du 131^e territorial*, Cahors : Imprimerie Marmiesse, 1924) dont Jean Norton Cru relevait déjà la critique de la thèse du haut commandement des « mauvaises influences de l'intérieur » [Cru, 1929, p. 372], et aussi de Georges Bonnamy (*La Saignée*, E. Chiron, 1920) pour qui il y avait bien eu des « perturbateurs » mais qui insiste pour dire qu'ils n'étaient intervenus que sur le terrain préalable d'une « démoralisation » profonde.

À propos de la mémoire des mutineries, les années 1920 doivent donc être examinées dans toute leur complexité dans la mesure où elles correspondent à la fois au moment de la plus grande réticence et du plus grand embarras devant l'événement, tout en étant (paradoxe seulement apparent) la période où les mutineries furent le plus largement présentes dans l'espace public. Au-delà de toutes les allusions plus ou moins brèves dans les polémiques autour des offensives Nivelles, dans les « histoires » de la guerre et dans les nombreux « témoignages », il existe déjà des ouvrages, certes noyés dans la masse des écrits sur la guerre de l'époque, dont le propos central est constitué par l'épisode des mutineries : le roman par lettres de Jean et de José Germain (*La Grande crise*, La Renaissance du livre, 1920) dont le titre désigne bien la révolte des combattants, et la même année le texte de Joseph Jolinon sur « La mutinerie de Cœuvres » (*Mercur de France*, 15 août 1920) repris plus tard dans son roman *Le Valet de gloire* (Rieder, 1923) dont il constitue l'épisode central [sur ces deux ouvrages, voir Schoentjes, 2008]. S'il manque par ailleurs une étude précise sur le motif des mutineries de 1917 dans le répertoire politique de l'époque (chez les communistes, par exemple), il faut enfin rappeler qu'elles sont explicitement mentionnées dans les manuels scolaires correspondant au nouveau programme de Terminale (à partir de 1929) qui intègre le récit de la guerre [Picard, 2008].

Des années 1930 aux années 1990

Il n'y aurait donc pas grand sens à dire qu'un silence serait rompu pendant les années 1930. Et pourtant, celles-ci marquent bien une étape importante dans l'évolution de la mémoire des mutineries. Alors que le personnage du mutin s'est trouvé peu mobilisé en tant que tel dans les nombreuses campagnes de mobilisation menées depuis l'immédiat après-guerre pour la réhabilitation des fusillés de la Grande Guerre et qui aboutissent en 1934-1935 à la tenue d'une cour spéciale de justice militaire [Offenstadt, 2002], les années 1930 sont néanmoins le moment où les mutineries sont constituées en objet de scandale public

par une série de publications tapageuses. Entre 1929 et 1932, après un temps de relatif déclin de l'intérêt porté à la guerre, cette dernière est brutalement revenue sur le devant de la scène éditoriale [Olivera, 2004a] et c'est dans ce contexte que paraît en juin 1931 le second numéro spécial du *Crapouillot* consacré à la Guerre de 1914-1918, intitulé *Les Mystères de la guerre*, et qui contient un texte sur les mutineries. Peu après, le journaliste Paul Allard, spécialisé dans la mise en scène des « secrets » dévoilés, publie « Les mutineries de l'armée française » dans *L'Œuvre* (26 août et 1^{er} septembre 1932) et s'étend longuement sur le sujet dans *Les Dessous de la Guerre révélés par les comités secrets* (Éditions de France, 1932). Puis c'est autour de l'ancien député Aristide Jobert, qui avait pris la défense des mutins devant la Chambre en 1917, de s'étendre sur l'épisode des mutineries dans ses *Souvenirs d'un ex-parlementaire, 1914-1919* (Figuière, 1933) avant que Robert Boucard – autre spécialiste des « dessous de la guerre » – ne consacre un chapitre au « drame des mutineries » dans *Les Secrets du GQG* (Éditions de France, 1936). Ici, c'est moins le réel contenu des révélations qui importe – elles sont très maigres – que le type de publications concerné (notamment du côté des Éditions de France, propriété d'Horace Carbuccia, l'éditeur de Gringoire et du tonitruant Henri Béraud, par exemple). Sans exagérer l'importance de la rupture (aucun livre n'est spécifiquement consacré aux mutineries), il faut donc retenir que le parfum de scandale devient explicite alors qu'il était jusqu'ici largement sous-entendu. Par ailleurs, et sans qu'il faille se risquer à y voir un lien de cause à effet, c'est aussi le moment où il devient beaucoup plus rare qu'avant de publier un témoignage sur l'année 1917 sans faire mention des mutineries : alors que le cas était le plus fréquent dans les années 1920, aucun témoignage des années 1930 dont l'auteur appartenait à une division touchée par les mutineries ne manque plus d'en parler. Enfin, c'est en 1932 que l'*Almanach du combattant* publie le premier texte évoquant l'événement [Offenstadt, 2006b]. À l'évidence, le silence autour des mutineries est devenu presque impossible.

L'extrême discrétion du motif des mutineries au cours des années 1940 et 1950 (aucun témoignage concerné et pas un seul roman) n'a d'ailleurs pas grand-chose à voir avec le sujet lui-même. C'est la « Grande Guerre » dans son ensemble qui disparaît alors des étals des libraires. De la même façon, le retour du motif dans les années 1960 correspond au regain d'intérêt général pour la guerre de 1914-1918. Pour ce qui concerne les écrits consacrés aux mutineries, ce renouveau prend d'abord la triple forme d'une série d'essais historiques, d'un regain d'écriture combattante et d'une rupture historiographique avec le premier travail fondé sur l'accès aux archives (la thèse de Guy Pedroncini publiée en 1967) [Offenstadt, 2005]. Alors que dans les années 1930 les ouvrages anglo-saxons qui mentionnaient les mutineries françaises (certes, parmi d'autres événements) n'avaient pas été traduits, les deux ouvrages de John Williams (*Mutiny, 1917*) et de Richard Watt (*Dare it call Treason*) respectivement parus en 1962 et 1963 sont aussitôt disponibles en français [sur ces ouvrages, Smith, 1997]. L'éditeur de *best-*

sellers Robert Laffont publie coup sur coup en 1965 le témoignage de Victor Bataille et de Pierre Paul (*Des mutineries à la victoire*) et l'ouvrage beaucoup plus ambitieux de René-Gustave Nobécourt (*Les Fantassins du Chemin des Dames*) qui reprend le modèle de celui que Jacques Péricard avait consacré à Verdun en 1933 en s'appuyant sur une large enquête auprès des anciens combattants. À des degrés divers, l'ensemble de cette production est marquée par l'enjeu que constitue la mémoire de Pétain, dont la note sur les événements de 1917 (*La Crise morale et militaire de 1917*) est publiée en 1966 par les Nouvelles Éditions Latines, proches de la droite extrême. Même si la thèse de Guy Pedroncini est bien autre chose qu'une « réhabilitation » du maréchal Pétain, le questionnement qu'elle pose – comme l'ensemble de la production de cette époque – est fortement orienté par la question de l'évaluation de son rôle dans la gestion de la « crise ». D'un autre côté, les mutins sont l'objet au même moment d'un processus de « patrimonialisation militante » à gauche [communication orale de N. Offenstadt au colloque de Craonne-Laon, 2007], dont le succès de la « Chanson de Craonne » ou l'autre chanson « Mutins de 1917 » de Jacques Debronckart (1967) sont des signes parmi d'autres dont il conviendrait d'entreprendre l'étude systématique dans le cadre d'une histoire de la mobilisation militante des références historiques. À la veille du 11 novembre 1970, par exemple, un groupe de jeunes militants de Toulouse inscrit « Vive les fusillés de 17 » sur le monument aux morts de la ville [Jean-Marc Rouillan, *De Mémoire. I*, Agone, Marseille, 2007 cité par N. Offenstadt]. Cette mobilisation d'une mémoire critique se prolonge dans les années 1970 et elle finit par accéder au petit écran à l'occasion d'une émission des « Dossiers de l'écran » consacrée aux « Mutineries de 1917 » autour de la figure singulière du mutin Moulia, condamné à mort qui s'était réfugié en Espagne (voir notamment l'émission « Alain Decaux raconte » qui lui est consacrée en 1979) [sur ces aspects, Offenstadt, 2002].

Alors qu'à partir des années 1980 le motif des mutineries apparaît de plus en plus souvent dans les romans (une dizaine de titres recensés par Pierre Schoentjes depuis cette époque, alors qu'il n'a relevé qu'un seul roman évoquant le sujet entre 1930 et 1982 [Schoentjes, 2008]), la controverse de 1998 autour du discours prononcé par Lionel Jospin à Craonne vient enfin rappeler combien l'épisode des mutineries reste sensible dans la mémoire collective. Vraie rupture dans la parole officielle de la République, ce discours qui appelait à « réintégrer » les soldats « fusillés pour l'exemple » dans « notre mémoire collective nationale » est aussitôt interprété par le journal *Le Monde* comme une volonté d'« honorer les mutins de 1917 » ce qui provoque, entre autres, une vive réaction du président Jacques Chirac [Offenstadt, 2006a]. Même si, comme l'a montré N. Offenstadt, la controverse se déroule sur le terrain d'une forme de consensus compassionnel pour les souffrances des combattants de 1914-1918, elle montre la singulière vigueur du motif des mutins, à la fin du XX^e siècle, pour la mise en scène et l'activation de mémoires politiques diverses et souvent antagonistes.

LA MARQUE DURABLE D'UNE ABSENCE : LE POINT DE VUE DU MUTIN

Une approche à renouveler

Sur une aussi longue période que celle qui nous sépare de 1917, il va de soi que l'examen de la mémoire des mutineries ne peut faire l'économie d'une approche chronologique soulignant les ruptures et les évolutions. Cette mémoire, on l'a vu, est étroitement affectée par le mouvement général de l'intérêt porté à la Guerre de 1914-1918 (avec la grande éclipse des années 1940 et 1950, notamment) et il est par ailleurs possible de relever des évolutions significatives du traitement des mutineries elles-mêmes : une tendance clairement décroissante à taire ou à minimiser l'événement par exemple (de part et d'autre du tournant des années 1920 et 1930, notamment), ou encore, la disparition après les années 1960 de la thèse fortement présente jusque-là d'un mouvement provoqué par la « défaillance » active ou passive de « l'arrière » (l'effet, sans doute, des travaux de Guy Pedroncini). Plutôt que sur ces ruptures, les contributions au colloque de Craonne et de Laon publiées dans ce volume conduisent cependant à orienter le regard porté sur la mémoire des mutineries vers l'impression d'une forte continuité. Mais pour cela, il faut d'abord prendre ses distances avec deux approches longtemps dominantes, sans doute parce qu'elles étaient plus immédiatement liées aux aspects les plus évidents du « débat » autour des événements de 1917.

La première de ces approches est celle qui pose (même avec prudence) l'idée d'un passage progressif d'une mémoire dominée par les mythes et les enjeux politiques à une histoire plus neutre et moins conflictuelle. C'est le thème qui traverse, par exemple, le texte de Leonard Smith présenté au colloque de Carcassonne de 1996 [Smith, 1997]. Au-delà des réticences que l'on peut avoir devant l'usage des termes de « militariste » et d'« antimilitariste » pour qualifier les deux camps qui se seraient affrontés autour de la mémoire des mutineries (il est douteux que l'on puisse, de ce point de vue, qualifier la tradition dreyfusarde d'« antimilitariste »), il faut surtout relever que la complexité du rapport aux mutineries dans les histoires, les témoignages, les romans... ne donne pas le sentiment d'une opposition entre deux camps marqués par des lignes de clivage nettes. Certes, il existe bien une thèse forte qui désigne, depuis le temps de la guerre, la « responsabilité » de « l'arrière » (le poids d'une propagande défaitiste devant laquelle le pouvoir politique aurait été « au mieux » trop conciliant), mais elle est portée par des acteurs trop divers (Pétain n'est pas Mangin, Clemenceau n'est pas Daudet) pour qu'elle constitue par la suite le discours d'un vrai camp. En face, il y a plus que des nuances entre les anciens ministres Malvy et Painlevé qui se défendent, les combattants qui insistent sur les erreurs des « chefs », ceux qui défendent les fusillés, les autres qui cherchent à mettre en scène un scandale des mutineries, ou encore les vrais antimilitaristes. Par ailleurs, il est pour le moins difficile d'opposer « politisation » et « historicisation » dans le registre de la mémoire. Il faut souligner par exemple la coïncidence, dans les années 1960, du progrès historiographique et de la politisation de l'enjeu des mutineries. Outre que l'ouverture – bien encadrée – des archives

est sans doute déjà une forme de réponse à cette politisation, il y aurait par exemple une étude à faire sur les lectures et les usages militants (à l'extrême gauche, notamment) du livre de Guy Pedroncini. Plus largement, enfin, et quoi qu'en pense un regard lettré convenu sur l'histoire, les progrès de la connaissance historique n'ont jamais eu l'effet, dans l'espace public, d'une lumière venant progressivement réduire les ignorants au silence. Les mutineries sont à ce titre une bonne illustration de la circulation et du réemploi fort peu contrôlé du discours historique.

La seconde approche qu'il convient de dépasser est celle du « tabou », avec l'idée que les mutineries auraient été depuis l'origine l'objet d'une volonté délibérément entretenue de ne pas savoir. Le mot lui-même est d'un usage peu stabilisé : quand Léon Daudet déclare par exemple dans *L'Action française* du 3 septembre 1917 que « M. Malvy demeure tabou » [cité in Le Naour, 2007, p. 365], le terme a peu à voir avec celui qui s'impose à partir de la fin des années 1970 dans le registre médiatique pour désigner la « vérité » longtemps cachée et « enfin » dévoilée des mutineries [Offenstadt, 2002, p. 168]. Comme l'a rappelé Nicolas Offenstadt [2005], les deux sens que porte aujourd'hui le terme « tabou » – d'un côté le caractère réellement caché d'un fait, de l'autre l'absence de reconnaissance officielle de ce fait – peuvent alimenter à l'infini une discussion sans issue. Ce qui est avéré, c'est qu'à l'exception du temps même de la guerre, il n'y a jamais eu de réel silence sur l'événement des mutineries de 1917, mais plutôt des glissements constants et une régulière ambivalence : les réticences les plus évidentes, par exemple, à évoquer clairement les mutineries à l'époque des années 1920 où le thème était en même temps le plus fréquemment mentionné par l'effet de la masse de la production sur la guerre ; l'émergence dans les années 1930 du motif de la légende noire à l'époque où cette réticence tend précisément à disparaître ; ou encore, faut-il le rappeler, le regain de politisation dans les années 1960 et 1970 au même moment que le progrès de l'histoire... L'essentiel est donc bien de comprendre les raisons de cette ambivalence constante, du caractère durable d'un événement toujours présent dans le paysage mais sous la forme d'un point de vue qui ne se fixe pas. L'idée d'une « dualité mémorielle » fondée sur le double constat de l'absence d'un réel silence et de la récurrence de récits toujours marqués par la mise à distance [Offenstadt, 2006b] invite à reprendre la question en se penchant d'abord sur le matériel même de la mémoire des mutineries.

Le poids des « sources »

En s'appuyant sur les travaux déjà publiés sur la mémoire des mutineries et sur l'apport des contributions au colloque de Craonne et de Laon, nous sommes ainsi conduits à l'hypothèse que c'est aux « sources » même du récit des mutineries, à l'histoire de leur constitution et de leur usage, qu'il faut revenir pour prendre la mesure d'une réelle continuité.

Les manuels scolaires étudiés par Emmanuelle Picard [2008] sont l'exemple le plus frappant de l'inertie d'un discours à propos des mutineries. Dès l'origine

et les premiers manuels écrits pour la réforme des programmes appliquée en 1929, l'événement se trouve enchâssé dans un récit très cohérent comme élément de « l'année 1917 » considérée comme le tournant de la guerre. Symptôme d'une impasse militaire et d'une « crise » bientôt dépassée grâce à l'action du général Pétain, les mutineries seront par la suite associées à d'autres événements moins exclusivement militaires (économiques et sociaux, notamment), parfois considérées dans le registre plus général de la « souffrance » des combattants, mais leur association dominante avec l'intrigue du « tournant » de 1917 jamais vraiment remise en cause. Sans doute le discours scolaire se caractérise-t-il par une particulière résistance au changement et par la force des routines pédagogiques (le destin des programmes Braudel des années 1960 le montre de manière flagrante), mais l'autre exemple de continuité que met en avant la contribution de Markus Pöhlmann [2008] est beaucoup moins attendu : à propos de l'écho des mutineries françaises en Allemagne, il montre combien c'est le premier traitement des sources du renseignement militaire qui conditionne l'orientation plus tardive du discours des essais historiques des années 1920. En effet, dès l'été 1917, ce que les Allemands savent des mutineries (beaucoup, en l'occurrence) est transformé par l'état-major, d'une connaissance de la faiblesse militaire française pouvant donner une occasion de victoire, en argument mis au service des luttes pour imposer le renforcement du pouvoir militaire face au pouvoir civil. Et dans les années 1920, c'est encore à travers ce thème de la force comparée des régimes politico-militaires français et allemand que l'épisode des mutineries françaises est principalement évoqué en Allemagne. Même s'il n'y a guère de lien direct, on ne peut manquer au passage d'être frappé par la proximité du traitement que font les Anglo-Saxons du même thème dans les années 1960 [Smith, 1997].

Au-delà de ces deux exemples frappants de la forte continuité d'un discours primaire, matrice de ses développements ultérieurs, la contribution de Nicolas Mariot invite à prolonger dans une autre direction ce questionnement sur le poids des sources [Mariot, 2008]. Sa réflexion de méthode sur l'usage des documents d'archives (militaires) par les historiens des mutineries montre elle aussi la force d'inertie d'une mise en forme initiale de l'événement. En l'occurrence, c'est moins d'un récit qu'il s'agit (les sources en question sont longtemps restées inaccessibles) que d'une logique de fabrication de l'archive dont les historiens sont restés dépendants. Le traitement militaire de la révolte des soldats obéit en effet à un double impératif de *réduction* du mouvement dont l'appareil judiciaire est l'instrument. Réduction du mouvement en une succession d'incidents ramenés à l'échelle d'unités constituées, d'abord (c'est un retour à l'ordre de bataille), et réduction ensuite à l'échelle individuelle des prévenus (nécessairement moins nombreux que les mutins). La masse impressionnante (et sans comparaison) du matériel judiciaire ainsi accumulé a clairement orienté par la suite la recherche historique marquée par la difficulté à prendre la mesure (au sens précis d'un comptage) du mouvement des mutineries.

Les témoignages régulièrement publiés depuis la guerre permettent enfin d'insister sur une dernière forme de continuité décisive. Même si ce qu'ils nous disent des mutineries reste infiniment plus lacunaire et fractionné que le contenu des sources de la justice militaire, le nombre de ces récits et le flux constant de leur émergence publique d'une part, comme le poids de cette parole combattante sur la mémoire de la guerre d'autre part, justifie que l'on se penche avec attention sur leur manière d'aborder le sujet. Or, ce qui domine très fortement les témoignages publiés, c'est avant tout la prégnance du registre doloriste. Dans leur écrasante majorité, ils montrent l'événement comme une expérience douloureuse plutôt que scandaleuse. Certes il y a ici une forme de contribution au « paradigme pathologique » qui domine l'approche des mutineries [Offenstadt, 2005], mais la douleur des témoins n'est pas la volonté de purger du commandement. C'est le sentiment très particulier qu'éprouva l'encadrement subalterne de l'armée face à la remise en cause brutale d'un rôle progressivement construit d'intermédiaire entre les « hommes » et les « chefs » [voir sur ce point Smith, 1994]. Car dans leur grande majorité, les « témoins » en question sont d'abord des sous-officiers ou des officiers subalternes (voir tableau en annexes). Leur propos n'est donc pas celui de réels acteurs du mouvement qui auraient été ensuite écrasés par la culpabilité ou par l'impossibilité de parler face à la réprobation générale. Si culpabilité il peut y avoir, c'est plutôt celle de ne pas avoir su prévenir la révolte des « hommes » et l'évidente réticence des témoins à évoquer l'épisode doit d'abord être comprise comme l'effet de cette profonde et réelle douleur pour soi et pour ses proches compagnons confrontés à la même situation. C'est ce qu'exprime par exemple le capitaine Terrasse lorsqu'il dit refuser de raconter le moindre épisode de mutinerie car il « ne voudrai [t] pas dans ces souvenirs dire un mot qui pût blesser un camarade » (*Avant l'oubli... Histoire vécue du 355^e régiment d'infanterie*, Nice, s.d. [1964], p. 167).

Les conséquences en sont évidentes pour la transmission d'une mémoire des mutineries. Sur les 45 témoins recensés dont la division a pu être touchée par l'un des « principaux incidents » [voir Rolland, 2005], dix ne disent mot de l'événement, et nous avons vu qu'il s'agissait surtout de ceux précocement publiés dans les années 1920. Neuf autres se contentent d'évoquer les signes d'une « crise du moral », parfois de manière très détournée en racontant un épisode isolé de désobéissance sans rapport avec un quelconque mouvement collectif : Raymond Lecerf, jeune aspirant dont le 89^e RI ne semble avoir connu qu'une simple vague de mécontentement mais dont deux autres régiments de la même 10^e division sont directement touchés par des « incidents » graves en mai et en juillet 1917, n'évoque qu'une simple altercation avec un soldat ivrogne qui le prend pour le fils de son patron ainsi qu'une discussion avec un caporal breton qui déclare n'avoir aucune raison de combattre pour la patrie (voir *Mini-Chronique d'un grand combat*, s.l. [copyright Anne Yelen], 1998). Par ailleurs, une dizaine d'autres témoins dont la division a été touchée par les mutineries évitent d'évoquer leur propre expérience et préfèrent ou bien parler de la révolte d'à côté, ou bien décrire les aspects périphériques comme le désordre dans les trains et les gares. Le cas

particulier de la concurrence hostile entre les deux régiments de la 164^e division (le célèbre « 15-2 » et le 334^e régiment qui souffre de la réputation écrasante du précédent) illustre bien ce phénomène assez général de l'esprit de corps qui invite à protéger l'honneur de son unité : le capitaine Guyot qui écrit la chronique de son régiment commence par écrire que la 164^e division ne fut pas touchée par les mutineries avant de défendre le 334^e contre les accusations venues du régiment concurrent d'avoir été à l'origine des incidents de ce dernier... (voir *Histoire d'un régiment. Le 334 pendant la guerre 1914-1918*, Macon, Librairie L. Durand, 1926). Quant au major Chagnaud du 152^e, il passe presque sous silence la mutinerie du 21 mai (une simple épidémie de fausses maladies) et minimise celle du 24 juin, tout en évoquant par ailleurs les mutineries des autres corps (voir *Avec le 15-2. Journal et lettres de guerre*, Payot, 1933).

Finalement, si l'on écarte ceux qui n'évoquent que les mutineries d'à côté ou les désordres dans les gares, il ne reste plus qu'une quinzaine de vrais témoins directs qui s'étendent rarement sur le détail des événements et qui développent presque tous un point de vue extérieur au mouvement. Les récits les plus fournis concernent presque toujours ceux qui prirent une part active au retour à l'ordre, qu'il s'agisse de généraux comme Taufflieb (*Souvenirs d'un enfant de l'Alsace, 1870-1914*, Strasbourg, Imprimerie alsacienne, 1934) ou Nayral de Bourgon (*Dix ans de souvenirs, 1914-1924. 4^e partie. La Crise*, Nîmes, Imprimerie Chastanier et Almeras, 1931), d'officiers envoyés maintenir l'ordre comme Désagneaux (*Journal de guerre 14-18*, Denoël, 1971) ou de participants aux conseils de guerre comme Jolinon, Perrin (*Avec la piétaille 1914-1918, Mémoires d'un poilu Bressan*, chez l'auteur à Bourg-en-Bresse, 1982) ou Du Fontenioux (*Mon Carnet rouge. Volume II : 19 novembre 1914-12 février 1918*, s.l., 1997). Dans le corpus des témoignages publiés en volume, le seul qui se place du côté des mutins en tant qu'acteur – quoique dans une position de semi-extériorité puisqu'il refuse la présidence d'un « soviet » tout en rédigeant un manifeste protestant contre le retard des permissions – c'est Louis Barthas (*Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Maspero, 1978). Auquel on ne peut guère qu'ajouter hors corpus que les récits rapides du soldat Prudon publié dans l'ouvrage déjà cité de Nobécourt et celui de Louis Nicoud publié dans un recueil (Jean-Pierre Bernard *et alii*, dir., *Du patriote enthousiaste au poilu résigné. « Je suis mouton comme les autres... »*, Valence, Éditions Peuple libre et Notre temps, 2002).

Témoignages portant sur la période avril-juin 1917 dans la zone des offensives Nivelles

Nombre total de témoignages	62
dont témoins directs potentiels (dont la division fut touchée par les mutineries)	44
dont témoins directs évoquant la « crise du moral » de 1917	34
dont témoins directs évoquant des faits de mutinerie	26
dont témoins directs évoquant la mutinerie de leur unité	15
dont témoins actifs du côté des mutins	1

Cette observation sur les témoignages rejoint la remarque faite par Nicolas Offenstadt à propos des récits publiés dans l'*Almanach du combattant* (« aucun récit n'est celui d'un témoin actif, assumé ou même critique » [2006b, p. 100]) ainsi que celle faite auparavant par Olaf Müller à propos de la littérature inspirée de ces événements [Müller, 2004]. À l'évidence, il était pour le moins « difficile de gérer de pair le statut de victime, celui d'ancien combattant et celui de révolté » [Offenstadt, 2005].

Un événement sans récit et le poids écrasant du « fusillé »

Le double résultat de cette forte contrainte précoce et durable des « sources » de la mémoire, c'est d'abord l'immense difficulté à pénétrer le cœur de l'événement par le moyen du récit et c'est ensuite le poids écrasant du discours sur sa périphérie.

Depuis 90 ans, il n'y a guère, en effet, de récit des mutineries. Cette impossible narration est sans doute la cause principale du halo trouble qui les entoure depuis l'origine et qui dure malgré toutes les évolutions de notre rapport à la guerre. Le passage qui leur est consacré dans livre-monument de Nobécourt sur le Chemin des Dames est de ce point de vue très instructif par le collage de bribes de points de vue anonymes qu'il donne à voir :

« [...] “Nous avons décidé de ne plus faire aucune attaque. Nous avons exprimé notre extrême lassitude, nos misères, notre souffrance. Le Haut commandement va sans doute en conclure quelque chose.” – “Ils sont venus nous chercher et plupart, on s'est mêlé à la bande. On a manifesté jusqu'à 5 heures du matin et on est revenu dans nos compagnies. Mais le régiment qui a mené la baraque n'est pas rentré. On a fait une chanson...” – “On a été obligés de se sauver pour ne pas les suivre car ils nous auraient tiré dessus.” – “J'ai bien peur que ça ne fasse comme en Russie si l'on n'a pas de chef à poigne pour y mettre bon ordre...” – “Je me souviens des paroles de mon père qui disait que la Commune fut une horreur à côté de la guerre de 70.” – “S'il faut que l'on remonte, il y aura peut-être du scandale car les permissions ne sont pas assez abondantes. Voilà cinq mois que j'ai eu la mienne ; ceux qui sont avec moi en ont assez.” [...] » [Nobécourt, 1983, p. 222].

Car cette manière de dire les mutineries n'a rien de spécifique à la méthode d'écriture de l'ancien combattant devenu historien qui exhume une foule de petits récits dont il tisse la matière de son ouvrage. Comme le montre ici Pierre Schoentjes [2008], c'est depuis l'origine et jusqu'à nos jours l'ensemble du récit romanesque autour des mutineries qui est lui aussi fragmenté, décliné sous la forme des phrases courtes d'un *staccato* qui ne laisse aucune place à la construction d'un point de vue unificateur et cohérent. Et si, comme P. Schoentjes le note aussi, le mutin ne fait pas un bon héros de roman, c'est que les romanciers qui lisent les témoins et les historiens n'y trouvent pas la matière dont ils auraient besoin pour construire une intrigue autour de lui. La question des « sources » est encore une

fois décisive et le silence des acteurs comme le trouble des témoins pèse lourd. Il n'y a cependant aucune fatalité des sources originelles. On peut être curieux de voir, par exemple, si les romanciers sauront s'emparer du récent travail historique de D. Rolland [2005] qui constitue une étape essentielle et une vraie rupture dans l'effort de densification du récit des mutineries.

En attendant, le mutin silencieux n'a cessé jusqu'à aujourd'hui d'être écrasé par le discours périphérique à l'action même des mutineries. Écrasé d'abord par un discours des « causes » organisé, au tout début des années 1920, autour de la querelle sur les offensives de Nivelles, mais aussi et surtout par un double discours des « conséquences ». Dans ce domaine, la question du rôle de Pétain très tôt mise en avant dans les manuels scolaires et fortement réactivée dans les années 1960, semble laisser de plus en plus la place à celle de la « répression » et à la figure du fusillé. Le fait que le mutin disparaisse derrière le fusillé n'a rien de nouveau, en soi, et nous avons rappelé que c'était déjà le cas à l'occasion des grandes campagnes de réhabilitation de l'entre-deux-guerres. Mais autant, à l'époque, l'un avait tendance à cacher l'autre, autant c'est beaucoup moins le cas aujourd'hui où c'est plutôt que le mutin tend à *être* un fusillé, une association particulièrement spectaculaire à l'occasion de la controverse de 1998. De même, dès l'entre-deux-guerres, le texte de Joseph Jolinon inaugurait avec force le thème d'une répression judiciaire scandaleuse et le ressort romanesque de l'indignation centrée sur le moment du procès. De ce point de vue, l'ouverture des archives de la justice militaire peut contribuer à entretenir la concentration du regard sur ce moment judiciaire. Mais autant le point de vue de Jolinon, certes essentiel dès cette époque, pouvait être alors isolé dans la littérature, face aux discours récurrents qui trouvaient des excuses à la « grande masse enfantine » (Philippe Barrès), autant P. Schoentjes montre qu'il est dominant dans le roman d'aujourd'hui et qu'il se décline sur le mode de la mémoire familiale du fusillé [Schoentjes, 2008].

Mais quelles que soient les évolutions du rapport entre mutin et fusillé qui sont plus que des nuances, l'essentiel reste qu'en France la mémoire des mutineries entretient surtout l'image d'un mutin victime au détriment de toute forme d'héroïsation, par exemple. Rien de comparable, en France, avec le cas allemand des mutins fusillés Kobis et Reichpietsch, ayant fait l'objet de grandes campagnes pendant l'entre-deux-guerres, mis en littérature et devenus figures centrales de la mémoire communiste devenue officielle en RDA. Aucun équivalent non plus avec l'épopée de Percy Toplis et de sa bande de déserteurs à l'époque de la mutinerie britannique d'Étaples, mise en roman par Allison et Fairley en 1978. Rien de comparable, enfin, avec une démarche d'héroïsation politique comme celle du film de Rosi, en Italie, inspiré (assez librement) du livre d'Emilio Lussu, *Les Hommes contre* [sur tous ces exemples, Offenstadt, 2002]. Finalement, ce qui domine en France la mémoire des mutineries depuis l'origine, c'est beaucoup moins l'impression d'un voile progressivement déchiré qu'une forte rumeur qui peine à devenir autre chose, le poids durable d'une parole absente et la difficulté persistante à voir le mutin derrière le fusillé.

ANNEXES : LES TÉMOIGNAGES PUBLIÉS DES MUTINERIES

Pour constituer un corpus cohérent des témoignages sur les mutineries de 1917, nous n'avons retenu que les livres publiés dont les auteurs étaient des combattants de l'infanterie ayant séjourné sur la principale zone des mutineries (des environs de Soissons jusqu'à l'Argonne exclue) au plus fort du mouvement (en mai-juin 1917). Dès lors qu'il s'agissait, entre autre, de mesurer l'éventuelle auto-censure des témoins, il fallait s'en tenir à ceux dont il était hautement probable qu'ils aient pu avoir un écho direct des mutineries. À la différence des historiens de la guerre qui écrivent après coup et sélectionnent souverainement les faits dont ils rendent compte, les témoins écrivent le plus souvent à partir des notes qu'ils ont pris sur le moment et à propos de ce qu'ils ont directement vécu. Ceci n'empêche nullement qu'ils puissent ensuite réécrire totalement ou partiellement leur témoignage (certains d'entre eux sont d'ailleurs plutôt des souvenirs écrits après coup que des carnets ou des correspondances rédigés sur le moment) et c'est d'ailleurs ce qui justifie l'intérêt d'une étude chronologique du corpus. Mais il importait de ne pas courir le risque de mettre un silence par ignorance sur le compte d'une volonté de se taire. De même, les témoignages publiés avant 1919 sous le régime de la censure ont été laissés de côté. Par ailleurs, nous n'avons pas pris en compte les témoignages issus d'armes particulières comme l'aviation ou les chars qui obéissent à des règles de genre très spécifiques (aucun des témoignages de ce type abordant l'année 1917 que nous avons consultés ne fait d'ailleurs écho aux mutineries). En revanche, nous avons retenu le témoignage des officiers supérieurs de terrain, comme les généraux de division ou de corps d'armée, mis en contact direct avec les mutins.

Le corpus, enfin, s'en tient aux livres publiés pour lesquels un recensement presque exhaustif est possible (pour ceux publiés après 2000, il devenait trop peu systématique pour être pris en compte). Par souci de cohérence, nous n'avons donc pas retenu pour les comptages les articles de revue ou les témoignages partiels publiés au sein d'autres ouvrages (ceux qu'on trouve dans le livre de René-Gustave Nobécourt [1983], par exemple, ou encore dans celui de R. Boutefeu, *Les Camarades*, Fayard, 1966).

Les témoignages par périodes

	Témoignages portant sur la zone des offensives Nivelles	Témoignages évoquant la « crise du moral » de 1917 (% du total de la période)	Témoignages évoquant des faits de mutinerie (% du total de la période)	Nombre de témoins dont la division fut touchée par les mutineries (dont % de ceux qui les évoquent)
1919-1929	20	10 (50 %)	4 (20 %)	13 (dont 31 %)
1930-1939	15	9 (60 %)	9 (60 %)	8 (dont 100 %)
1940-1949	0	0	0	0
1950-1959	0	0	0	0
1960-1969	7	6 (86 %)	6 (86 %)	5 (dont 83 %)
1970-1979	6	3 (50 %)	2 (33 %)	6 (dont 33 %)
1980-1989	8	8 (100 %)	5 (63 %)	7 (dont 57 %)
1990-1999	6	4 (66 %)	3 (50 %)	4 (dont 50 %)
Total	62	40 (65 %)	29 (47 %)	44 (dont 52 %)

Le grade des témoins (N = 56/NR = 6)

Officiers supérieurs	3
officiers	10
Sous-officiers	23
médecins	2
Aumôniers	2
Caporaux	6
TOTAL ENCADREMENT	46 (82 %)
Brancardiers	3
Téléphonistes	2
Soldats	5
TOTAL TROUPE	10 (8 %)

BIBLIOGRAPHIE

- CASTEX R. (1998), *L'Affaire du Chemin des Dames. Les comités secrets (1917)*, Imago, Paris.
- CAZALS R. et ROUSSEAU F. (2001), *14-18, le cri d'une génération*, Privat, Toulouse.
- CRU J. N. (1929), *Témoins. Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, Les Étincelles, Paris.

- HORNE J. (1989), « Information, opinion publique et l'offensive Nivelles du 16 avril 1917 », in GERVEREAU L. et PROCHASSON C. (dir.), *Images de 1917*, MHC/BDIC, Paris-Nanterre, p. 72-79.
- LE NAOUR J.-Y. (2007), *L'Affaire Malvy. Le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette littéraires, Paris.
- MARIOT N. (2008) « Pour compter des mutins faut-il soustraire des moutons ? », dans ce volume.
- MÜLLER O. (2004), « "Cette craie blanche comme un squelette..." Représentations littéraires du Chemin des Dames en France et en Allemagne », in OFFENSTADT (2004), p. 321-340.
- NOBÉCOURT R.-G. (1983), *Les fantassins du Chemin des Dames*, Bertout, Luneray (1^{re} édition : Robert Laffont, 1965).
- OFFENSTADT N. (2002), *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, Paris [1^{re} édition, 1999].
- OFFENSTADT N. (2004), *Le Chemin des Dames, de l'événement à la mémoire* (dir.), Stock, Paris.
- OFFENSTADT N. (2005), « Les mutineries de 1917. Objet historiographique et enjeu mémoriel », postface à ROLLAND (2005), p. 415-428.
- OFFENSTADT N. (2006a), « Les mutins de 1917 dans l'espace public ou les temporalités d'une controverse (1998- ?) », in CRIVELLO M., GARCIA P. et OFFENSTADT N. (dir.), *La Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Presses Universitaires de Provence, Aix-en-Provence.
- OFFENSTADT N. (2006b), « Une mémoire à distances. Les anciens combattants de la Grande Guerre et le souvenir des mutineries de 1917 », *Temporalités. Productions, usages, figures*, n° 5, 2^e semestre 2006, p. 91-103.
- OLIVERA P. (2004a), « La littérature de guerre. France, Grande Bretagne, Allemagne (1914-1939) », in ROUSSEAU F. (dir.), *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Atlande, Neuilly.
- OLIVERA P. (2004b), « Publier la bataille. Le « Chemin des Dames » (1917-1939) », in OFFENSTADT N. (2004), *op. cit.*, p. 298-319.
- PICARD E. (2008), « Les mutineries dans les manuels scolaires français de l'entre-deux-guerres aux années 1980 », dans ce volume.
- PÖHLMANN M. (2008), « Une occasion manquée ? Les mutineries de 1917 dans la stratégie et l'historiographie allemandes », dans ce volume.
- ROLLAND D. (2005), *La Grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Imago, Paris.
- SCHOENTJES P. (2008), « Être « héros si on compte six au lieu de dix ». Images de mutins dans la littérature de fiction », dans ce volume.
- SMITH L.V. (1994), *Between Mutiny and Obedience, The case of the French fifth infantry division during World War I*, Princeton, Princeton University Press.
- SMITH L.V. (1997), « Mémoire et mythification des mutineries de 1917 », in CAUCANAS S. et CAZALS R. (dir.), *Traces de 14-18*, Les Audois, Carcassonne, p. 47-54.